Pierre Guariche, architecte d'intérieur : la préfecture de l'Essonne ou la modernisation d'une institution de la V^e République

Pierre Guariche, interior decorator; the prefecture of the Essonne department and the modernisation of an institution of the Fifth French Republic

Delphine Jacob

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/15693>

DOI : 10.4000/insitu.15693

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Delphine Jacob, « Pierre Guariche, architecte d'intérieur : la préfecture de l'Essonne ou la modernisation d'une institution de la V^e République », *In Situ* [En ligne], 34 | 2018, mis en ligne le 04 mai 2018, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/15693> ; DOI : 10.4000/insitu.15693

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Pierre Guariche, architecte d'intérieur : la préfecture de l'Essonne ou la modernisation d'une institution de la V^e République

Pierre Guariche, interior decorator; the prefecture of the Essonne department and the modernisation of an institution of the Fifth French Republic

Delphine Jacob

Créé le 17 février 1800 par Napoléon Bonaparte, le corps préfectoral devient le pilier de l'organisation territoriale de l'État grâce à la loi « concernant la division du territoire français et l'administration ». L'article 2 de cette dernière stipule en effet qu'« il y aura dans chaque département un préfet, un conseil de préfecture et un conseil général de département ». En 1958, après la Seconde Guerre mondiale, le préfet, haut fonctionnaire de l'État, voit sa fonction définie par l'article 72 de la Constitution de la V^e République : « Dans les collectivités territoriales de la République, le représentant de l'État, représentant de chacun des membres du Gouvernement, a la charge des intérêts nationaux, du contrôle administratif et du respect des lois »¹.

La V^e République assoit donc la fonction préfectorale pour assurer la mise en œuvre de la politique publique de l'État. La création de villes nouvelles, solutions à l'engorgement des grands centres urbains, permet au gouvernement de redéployer sa force préfectorale pour être au plus près des citoyens dans leur vie administrative, sociale et économique. Ces aménagements administratifs consacrent l'architecture moderne publique avec la difficulté de traduction souveraine du pouvoir institutionnel de la République.

Les projets, basés sur les innovations techniques, typologiques, sont une vitrine de la politique territoriale de la République en marche vers la modernisation de ses institutions. Véritables laboratoires urbanistiques, les aménagements du territoire par l'État français offrent alors l'opportunité pour quelques architectes d'intérieur comme Pierre Guariche de travailler sur les nouveaux programmes architecturaux administratifs.

Les aménagements intérieurs dont il est l'auteur rompent avec l'académisme formel institutionnel. Par son travail de collaboration avec une équipe pluridisciplinaire, il propose une forme d'« architecture totale », symbole du renouveau du mobilier français.

L'aménagement du territoire : de nouveaux programmes architecturaux pour Pierre Guariche

Après la Seconde Guerre mondiale, en 1946, le Commissariat général du Plan (CGP), créé par le Général de Gaulle, met en place une planification économique et sociale mais aussi d'aménagement urbain de la France. Au cours des années qui suivent l'instauration de ce projet, différents plans se succèdent avec des objectifs bien définis, comme le I^{er} Plan de modernisation et d'équipement (1947-1950), qui doit assurer le redressement économique de l'Hexagone. C'est à cette époque que Pierre Guariche débute sa carrière.

En 1949, il sort diplômé de l'École nationale supérieure des Arts décoratifs, formé au métier de décorateur-créditeur d'ensembles. Il débute dans l'atelier de Marcel Gascoin, puis s'installe à son compte en 1951. Soucieux des besoins des sinistrés, il conçoit des meubles modernes rationnels, dans l'optique de les produire en série grâce à de nouveaux procédés industriels qui permettent d'obtenir des prix abordables pour le plus grand nombre. Concepteur phare de sa génération, Airborne et Steiner diffusent ses sièges (**fig. 1**) l'éditeur Minvielle, ses meubles et Disderot, ses appareils d'éclairage.

Figure 1

Chaise Tonneau en contreplaqué de bouleau moulé, conçue en 1954 par l'Atelier de Recherches Plastiques (A.R.P.), éditée par Steiner. Fonds d'archives Pierre Guariche.

© Archives Pierre Guariche.

En 1954, débordé de travail, il sollicite les décorateurs Michel Mortier et Joseph-André Motte, avec qui il fonde l'Atelier de recherches plastiques (ARP). Collectivement, ils imaginent un mobilier qui demeure une référence du design français. Par la suite, chacun reprend son indépendance pour se consacrer à ses travaux respectifs. Cette séparation coïncide avec la mise en place du III^e Plan de modernisation et d'équipement de la France (1958-1961)², au moment où la première génération née au cours du baby-boom arrive tout juste sur le marché du travail. Dans le même temps, le Général de Gaulle met en place des réformes financières (plan Rueff)³ mais surtout, il mène des actions en faveur de l'urbanisme⁴ avec la loi foncière et la création de villes nouvelles. Ce III^e Plan « Précise les objectifs quantitatifs de logements à détruire pour résorber, en dix ans, les quatre cent cinquante mille taudis recensés en 1954. La résorption de cet habitat insalubre s'accompagne, dans l'esprit des décideurs, de la construction massive de logements neufs »⁵.

La « rénovation urbaine » se met en place avec le décret n°58-1464 du 31 décembre 1958 relatif aux zones à urbaniser en priorité (ZUP), avec des programmes de 500 logements minimum par opération. Elle prend en compte, parallèlement à la création de logements, la conception d'équipements publics nécessaires à une future vie de quartier dans le cadre de projets plus importants qui mènent le ministère de la Construction⁶ à la création d'agglomérations nouvelles. Un programme quinquennal de construction des « habitations à loyer modéré » (HLM) se met en place. L'objectif à atteindre est de 300 000 logements par an. Cette politique favorise le logement locatif du secteur social réalisé grâce à la construction massive de grands ensembles, souvent du type « barres » ou « tours ». C'est dans ce contexte que les membres de l'Atelier de recherches plastiques (ARP) se séparent, en 1957⁷.

Tous les trois poursuivent leur chemin et s'engagent dans la réalisation de grands projets publics d'architecture intérieure, tout en gardant chacun leur entreprise afin de poursuivre la production en série de certains de leurs modèles⁸. À cette période, la clientèle privée se fait rare. L'État, avec ses grandes opérations urbaines, offre à ces décorateurs la possibilité de participer à des projets d'envergure, car une question préoccupe ces créateurs : la menace de la disparition de leur métier. Cette angoisse est présente dans de nombreux entretiens que Pascal Renous réalise avec des décorateurs-créateurs d'ensembles pour la *Revue de l'ameublement* en 1963-1964⁹. Ce fait explique les nouvelles orientations professionnelles des membres de l'Atelier de recherches plastiques (ARP) puisque l'aménagement du territoire, planifié par l'État Français, représente une conjoncture favorable pour Pierre Guariche qui peut dès lors orienter son travail vers les nouveaux programmes architecturaux de la croissance comme celui des préfectures, dont le maître d'ouvrage est le ministère de l'Intérieur.

La préfecture : un programme architectural de la politique territoriale

Dans les années 1960, Pierre Guariche vit dans une France où le développement économique et la répartition des richesses sur le territoire sont inégalitaires. Conscients de ces disparités, le 14 janvier 1963, les pouvoirs publics signent le décret n°63-112 relatif à la création de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). La politique volontariste de la DATAR vise à rééquilibrer la population sur le

territoire français et à encourager l'implantation d'entreprises dans des régions dont, le développement industriel souffre d'un retard. Cette politique de décentralisation économique et sociale, initiée par l'État, est complétée par le Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) qui finance des opérations complémentaires¹⁰. Un chantier est prioritaire : la réorganisation administrative de la région parisienne. Pour mener à bien cette réforme, le 10 juillet 1964, la loi n°64-707 amène la suppression des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, acte qui engendre la création de nouveaux départements et de nouvelles préfectures¹¹.

Le 22 juin 1965, Paul Delouvrier, délégué général au District de la région de Paris, et son équipe de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région parisienne (IAURP)¹², communiquent le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la Région parisienne (SDAURP), qui a pour but de contenir le développement de Paris en restructurant la banlieue grâce à la création des villes nouvelles.

Le schéma directeur de 1965 s'intéresse également à l'établissement de centres administratifs et d'affaires en dehors de Paris. Désormais, l'idée de ne pas regrouper toutes les activités au cœur même de la capitale afin de faciliter l'accès aux services nécessaires à la population et de créer des lieux de production et de réflexion dans des espaces adaptés. Les cinq villes nouvelles situées à proximité de Paris (Marne-la-Vallée, Cergy-Pontoise, Melun-Sénart, Évry, Saint-Quentin-en-Yvelines) sont directement issues de cette idée¹³.

Le 26 mai 1970, le Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) approuve la fondation des villes nouvelles. Le 10 juillet 1970 est votée la loi n°70-610 dite loi Boscher qui facilite leur création par la mise en place des syndicats communautaires d'aménagement (SCA) chargés de leur gestion administrative. Ces différentes décisions politiques sont à l'origine de nombreux programmes architecturaux nouveaux comme les nouvelles préfectures, dont la forme doit symboliser la stabilité du pouvoir en place qui crée un nouveau cadre de vie pour les Français.

Le programme architectural de la ville nouvelle d'Évry, qui devient également préfecture de l'Essonne, repose sur la réalisation d'une préfecture, d'un hôtel de police, d'un hôtel du conseil général, d'un palais de justice avec tribunaux d'instance et de grande instance. Pour éviter la monumentalité, tous ces bâtiments s'intègrent dans un environnement paysager à échelle humaine. Cette ville se développe sur un territoire qui se compose à l'origine de quatre communes, Évry, Lisses, Bondoufle et Courcouronnes. Elle s'organise autour de l'Agora :

Ensemble de 45 000 mètres carrés, ordonné sur plusieurs niveaux autour d'une place couverte, et où voisinent des magasins, des salles de spectacle et de sport, différents services publics, une bibliothèque, une piscine, des restaurants... : échanges culturels et consommation, phénomène typiquement périurbain, sont volontairement associés¹⁴.

En 1965, l'architecte Guy Lagneau se voit confier la réalisation de la préfecture (**fig. 2**) par André Malraux, ministre des Affaires culturelles. Sur la proposition de Guy Lagneau, Pierre Guariche, avec son collaborateur Alain Marcot, est chargé, à partir de 1967, de l'aménagement intérieur de ce programme, « pour assurer l'unité complète de l'œuvre architectural jusque dans l'aménagement, la décoration et l'équipement mobilier des édifices »¹⁵.

Figure 2

La Préfecture d'Essonne, Boulevard de France, 91000 Évry. Guy Lagneau architecte, Pierre Guariche architecte d'intérieur.

Phot. André-Michel Besse. © <http://www.leschroniquesdemichelb.com/2012/10/evry-souvenirs-de-stage-de-lena.html>.

L'architecture « préfectorale » : vitrine du pouvoir

L'architecture proposée par l'équipe de concepteurs se base sur un projet urbain « au milieu des champs », qui prône l'intégration des bâtiments dans un espace paysager artificiel avec parc arboré et plan d'eau. Guy Lagneau conçoit la préfecture, sous l'impulsion du préfet de l'Essonne Christian Orsetti¹⁶, comme un pont, une barre très pure sur deux colonnes qui enjambent la végétation dominant le paysage¹⁷. Selon Michel Mottez, architecte :

Celui-ci revenait de Brasilia, et avait été impressionné par la place des « trois pouvoirs » où autour d'un bassin se composent le législatif, l'exécutif et le judiciaire, il avait envie de refaire à l'échelle du département la même composition. C'est ainsi qu'il proposa un grand plan d'eau et disposa le cabinet du préfet au centre avec de part et d'autre le palais de justice et l'assemblée départementale¹⁸.

La ville nouvelle d'Évry, élevée au rang de préfecture de l'Essonne, doit grâce à ces bâtiments modernes de béton et de verre, incarner l'autorité de l'État au service du public au sein de ce nouveau département.

Pierre Guariche se trouve face à un programme architectural inédit. Pour mener à bien ce projet, il imagine les espaces grâce à son expérience acquise durant sa carrière professionnelle. Il met en place un zonage basé sur la flexibilité des lieux en relation avec leur usage, principe que Le Corbusier définit en 1933 dans la charte d'Athènes avec la définition des fonctions de la ville : « Habiter, travailler, se recréer, circuler ». Adopté dans les années 1950, le découpage par zonage, que plébiscite Pierre Guariche, répond à une nouvelle façon de vivre qui s'inspire des logements rationnels des partisans du fonctionnalisme, qui est pour lui le garant d'une esthétique épurée mais surtout d'un réel confort moderne.

Il magnifie l'aménagement intérieur par la mise en lumière et une étude poussée des textures employées. Avec ces fondements architecturaux, Pierre Guariche dessine des espaces modernes qui assoient l'autorité de l'État face aux futurs usagers et agents de la ville. Avec l'aide d'Alain Marcot, son chef d'agence¹⁹, il réalise l'aménagement intérieur de

trois bâtiments : le conseil général, le cabinet du préfet et sa résidence. Ce chantier nécessite l'achat d'un grand nombre de meubles contemporains auprès de diffuseurs, pour lesquels ce programme représente un marché non négligeable.

Pierre Guariche bénéficie également du soutien de l'Atelier de recherche et de création (ARC) du Mobilier national, structure étatique, qui lui donne la possibilité de créer des pièces de mobilier comme le bureau GMC 139 et le fauteuil GMC 140 (**fig. 3**) pour le bureau du préfet²⁰.

Figure 3

Bureau du Préfet, Préfecture d'Essonne, Boulevard de France, 91000 Évry. Guy Lagneau architecte, Pierre Guariche architecte d'intérieur. Claustras sculptures de Philolaos réalisés en acier inox Uginox. Bureaux et sièges réalisés par la SADEM. Fonds d'archives Pierre Guariche.

© Archives Pierre Guariche.

Son agence établit un projet audacieux pour la salle du conseil général. Pour cet espace, il conçoit une table monumentale en ellipse (11 mètres de diamètre) avec une cuvette centrale en marqueterie d'ébène de Macassar (**fig. 4**).

Normalement, dans ces assemblées, on se réunit en amphithéâtre, recréant ainsi sur le plan des structures décoratives, de petits « palais Bourbon » régionaux. Mais cette fois, on a voulu innover et faire passer l'esprit des assemblées de la Grèce antique, en faisant asseoir les participants, qu'ils soient conseillers ou public, à un même niveau²¹.

Figure 4

Salle des séances, Préfecture d'Essonne, Boulevard de France, 91000 Évry. Guy Lagneau architecte, Pierre Guariche architecte d'intérieur. Aménagement Société Negrone. Fonds d'archives Pierre Guariche.

© Archives Pierre Guariche.

Pierre Guariche aménage également l'habitation du préfet, de 1 000 m², qui se compose d'appartements privés et d'une partie officielle ; partie privée où les meubles se font discrets pour respecter la fonctionnalité du lieu et instiller une tendance : la vie au ras du sol grâce à des banquettes insérées dans des fosses (**fig. 5**).

Figure 5

Aile privée : salon privé du Préfet, Préfecture d'Essonne, Boulevard de France, 91000 Évry. Guy Lagneau architecte, Pierre Guariche architecte d'intérieur. Fonds d'archives Pierre Guariche.

© Archives Pierre Guariche.

Dans la partie officielle, la salle à manger et le salon sont séparés par deux larges portes pivotantes. La salle à manger est dominée par une table composée d'unités en forme de carré (**fig. 6**) qui peuvent être associées entre elles pour accueillir jusqu'à 32 invités. La sévérité de cet espace est atténuée par la présence d'un large tapis épais de couleur blanche et par l'étroit et long décaissé contenant un jardin intérieur miniature. Les jours de grande réception ces espaces s'additionnent car une cloison pivotante en bois teinté ébène met en relation directe le salon et la salle à manger, la structure porteuse permettant l'aménagement d'un plan ouvert. La lumière joue un grand rôle dans la mise en valeur de cet espace. Les murs de la façade sont en verre maintenu par de minces piliers en béton. Le mariage des deux matériaux, verre et le béton aux bords bruts, est mis en valeur par la lumière naturelle qui se reflète sur le sol en marbre blanc poli.

Figure 6

Aile de réception : salle à manger, Préfecture d'Essonne, Boulevard de France, 91000 Évry. Guy Lagneau architecte, Pierre Guariche architecte d'intérieur. Table composable en acier inox brossé et poli formant damier – piètement en forme en inox. Fonds d'archives Pierre Guariche.

© Archives Pierre Guariche.

Dans la zone de réception, la lumière est contrôlée par des rideaux de Placide Joliet en tergal blanc et en soie grège, couvrant l'intégralité des parois de verre. Quant à la lumière artificielle, elle est encastrée dans le plafond suspendu en pin d'Orégon. Là encore, de grands tapis épais établissent un contraste avec le sol en marbre poli, mais aussi avec les pieds en acier du plateau circulaire de verre fumé des tables gigognes dessinées par Pierre Guariche. La seule touche de couleur vient du mobilier : les canapés et les fauteuils en cuir de teinte « brandy ». Au fond de la pièce, agrémentée de deux longues banquettes en cuir naturel, se trouve la cheminée ouverte en acier inoxydable²² de chez Uginox, conçue par le sculpteur Philolaos Tloupas (1923-2010) (fig. 7).

Figure 7

Aile de réception : grand salon, Préfecture d'Essonne, Boulevard de France, 91000 Évry. Guy Lagneau architecte, Pierre Guariche architecte d'intérieur. Cheminée sculpture de Philolaos, réalisée en acier inox Uginox. Fonds d'archives Pierre Guariche.

© Archives Pierre Guariche.

Ce projet correspond au « 1 % »²³, avec l'obligation légale de décoration des constructions publiques. En effet, comme le précise Hervé Half, plasticien :

Un autre trait de caractère très intéressant de Guariche, c'est son réel attachement à l'art. Il avait une réelle acuité, une vraie perspicacité à propos des gens. Néanmoins, il savait tout de même s'effacer. Il était ambitieux, mais il a toujours obligé les clients et les promoteurs, ce que l'on ne fait plus aujourd'hui de comptabiliser le 1 % avec des sculpteurs, des peintres. Il aimait beaucoup le travail d'Émile Gilioli en sculpture. Il a beaucoup travaillé avec Philolaos²⁴.

Comme les prestations artistiques susceptibles d'être réalisées dans le cadre du « 1 % artistique » jouissent d'une certaine liberté en ce qui concerne le choix des artistes-plasticiens (dessin, peinture, gravure...), il intègre dans son projet une animation murale en briques, une grande tapisserie blanche de Thomas Gleb (1912-1991, peintre-sculpteur) tissée à la Manufacture nationale des Gobelins²⁵ (**fig. 8**). Grâce à l'aménagement intérieur de Pierre Guariche, cette préfecture devient une vitrine du pouvoir qu'inaugure en 1971 Georges Pompidou, représentant d'un État mécène.

Figure 8

Salon attenant au bureau du Préfet, Préfecture d'Essonne, Boulevard de France, 91000 Évry. Guy Lagneau architecte, Pierre Guariche architecte d'intérieur. Au fond, la grande tapisserie blanche – œuvre de Thomas Gleb – a été tissée à la Manufacture Nationale des Gobelins. Fonds d'archives Pierre Guariche.

© Archives Pierre Guariche.

La préfecture de l'Essonne : fer de lance promotionnel du mobilier moderne hexagonal

Après la Seconde Guerre mondiale, malgré l'aide apportée par les États-Unis avec le plan Marshall (printemps 1948-fin 1952), les jeunes créateurs comme Pierre Guariche manquent de commandes. Même l'État, par le biais du mécénat mis en place avec le Mobilier national, ne propose que quelques projets d'aménagement de locaux administratifs et culturels. Les utilisateurs de ces espaces, qui datent pour la plupart du XVIII^e siècle, souhaitent des meubles de style qui se marient avec l'architecture des lieux : « Cette recherche d'harmonie se traduira le plus souvent par la création d'un style hybride, modernisation des styles classiques plutôt que création originale²⁶. » Le Mobilier national est une institution qui se charge de l'ameublement des locaux des plus hautes administrations de l'État. Ses services gèrent le patrimoine de meubles historiques et l'acquisition de meubles contemporains²⁷. En 1964, son action se renforce grâce à André Malraux, ministre des Affaires culturelles, qui crée au sein du Mobilier national l'Atelier de recherche et de création (ARC). Selon Bernard Schotter, administrateur général du Mobilier national et des manufactures des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie,

L'ARC a reçu pour vocation, selon les termes de Jean Cural, de contribuer à « promouvoir un style français contemporain dans le cadre d'un mécénat d'État ». L'intention initiale était double : il s'agissait à la fois de favoriser le renouveau de l'art français du meuble et de relancer l'industrie française dans ce secteur²⁸.

Ce lieu d'expérimentation est destiné à promouvoir les nouvelles tendances en matière de mobilier. Il fait réaliser des meubles et des ensembles par des designers contemporains, sélectionnés par la commission d'acquisition des dessins et des modèles, sans prétendre pour autant imposer un style officiel. L'administrateur Jean Coural conçoit l'atelier comme un bureau d'étude qui donne aux créateurs français la possibilité de mettre au point des prototypes que peuvent sélectionner des professionnels du meuble en vue de leur édition.

Au cours des premières années, la production de l'atelier touche principalement des meubles, surtout des sièges, issus des dessins de designers qui explorent de nouvelles technologies ainsi que des nouveaux matériaux comme les métaux, les résines ou les plastiques. L'atelier réalise en collaboration avec Pierre Guariche des ensembles originaux de sièges à l'intention de grandes administrations publiques. L'Atelier de recherche et de création (ARC) permet à l'État de poursuivre une mission de mécénat en faveur des arts de l'ameublement et des arts décoratifs afin de pallier le retard technologique pris par l'industrie française du meuble face à d'autres pays comme les États-Unis.

De février 1967 à février 1968, l'Atelier de recherche et de création (ARC) confie à Pierre Guariche la réalisation de deux programmes de mobiliers destinés à la préfecture de l'Essonne. En février 1967 (contrat du 2 février 1967 approuvé le 13 mars 1967), le premier programme concerne l'étude de trois sièges²⁹ : un siège de bureau pivotant (**fig. 9**), des sièges pour visiteurs et des sièges d'appoint à dossier bas. Leur aspect formel est décrit comme suit par Pierre Guariche dans une notice du Mobilier national : « Évoquant une fleur, ces sièges se composent d'une coquille extérieure dont la forme générale s'inscrit dans un volume de révolution à génératrice parabolique³⁰. »

Figure 9

Fauteuil GMC 140, socle en acier inoxydable, siège en corolle composé de 12 éléments de contreplaqué moulé plaqué ébène de Macassar, coussins intérieurs en mousse latex garnie de cuir, conçu en 1967, création de Pierre Guariche pour Le Mobilier National. Fonds d'archives Pierre Guariche.

© Archives Pierre Guariche.

Ce fauteuil *Coquille* se compose de 12 « pétales » en contreplaqué moulé dont l'assemblage à joint creux met en valeur chacun des éléments, recouverts soit de cuir ou de tissu sur mousse de latex ou similaire. Des pièces de raccordement métalliques solidarissent les éléments entre eux. Les surfaces extérieures sont en placage précieux³¹, au contraire des éléments intérieurs, en contreplaqué moulé. Un coussin circulaire en mousse latex, qui constitue l'assise, se fixe au fond du siège par un système Velcro. Cet ensemble repose sur un piétement central pivotant ou fixe en acier inoxydable.

Ce fauteuil *Coquille*, par sa conception luxueuse et technique, ressemble à la « Lounge Chair » (fauteuil n°670)³² que réalisent Charles et Ray Eames, en 1956, pour la société Herman Miller. La Lounge Chair possède une structure recouverte de contreplaqué moulé plaqué de bois de rose, qui reçoit des coussins revêtus de cuir noir. Cet ensemble se fixe sur un pied en aluminium poli. Cependant, les Eames destinent ce fauteuil à la production en série pour le marché haut de gamme américain, au contraire du fauteuil de Pierre Guariche. L'Atelier de recherche et de création (ARC) destine le fauteuil *Coquille* à des locaux de l'administration française, comme le cabinet du préfet de l'Essonne, dont Pierre Guariche conçoit l'aménagement.

Par la suite, un deuxième programme lui est confié (contrat N° 8020 approuvé le 29 février 1968) avec pour objectif la création d'une « Table-bureau de grandes dimensions avec équipement fonctionnel : dictaphone, téléphone, interphone, table pouvant être utilisée comme table de conférence par suppression des accessoires. Table

basse, étudiée en différents modèles »³³. Cette grande table-bureau³⁴, destinée à être associée au le fauteuil *Coquille*, est remarquable par la qualité des matériaux employés, mais aussi par les équipements techniques dont elle est pourvue (**fig. 10**).

Figure 10

Bureau GMC 139, piètement en acier inoxydable aux champs en ébène, plateau ovale en ébène de Macassar garni de cuir gris formant sous-main intégré, conçu en 1967, création de Pierre Guariche pour Le Mobilier National. Fonds d'archives Pierre Guariche.

© Archives Pierre Guariche.

Avec ces deux programmes d'ensembles mobiliers initiés par l'Atelier de recherche et de création (ARC), Pierre Guariche explore de nouvelles technologies ainsi que des nouveaux matériaux. Mais surtout, il participe à l'aménagement de certains programmes engendrés par la création des villes nouvelles. Les institutions publiques, comme les préfectures, nécessaires au bon fonctionnement de ces nouveaux territoires, lui offrent la possibilité d'aménager des espaces fréquentés par un large public ; espaces qui se transforment pour son mobilier en une véritable vitrine de la V^e République, dont le pouvoir est en marche vers la modernisation de ses institutions. La préfecture de l'Essonne est pour Pierre Guariche l'occasion de collaborer à un programme inédit pour son agence mais aussi de bénéficier du soutien de l'Atelier de recherche et de création (ARC) du Mobilier national. L'art lui permet donc de désacraliser cette institution de l'État, qui doit désormais être accessible à tous les citoyens français pour transformer leur cadre de vie.

Ces années fastes, que Jean Fourastié qualifie de « Trente Glorieuses » en 1979³⁵, représentent un tournant décisif chez ce professionnel et coïncident avec l'industrialisation de la filière ameublement. Le contexte historique et politique explique l'engagement de Pierre Guariche dans la création de programmes d'objets destinés à meubler les administrations françaises. L'État s'engage dans une politique urbaine dont les projets architecturaux rompent avec l'académisme formel des institutions. Par son travail, Pierre Guariche permet aux bâtiments administratifs d'Évry de disposer de lieux d'accueil aménagés avec soin grâce au design de son mobilier. Il oriente cette institution vers la modernité en faisant « table rase » des aménagements institutionnels « classiques » du passé. Cet édifice public désigne, par sa forme plastique, l'État comme maître d'ouvrage de l'immédiate modernisation de ses services. Il symbolise le réveil du

design français, campé dans une forme latente d'immobilisme depuis la fin de la guerre, les programmes des grands ensembles n'ayant pas permis aux décorateurs de mettre en œuvre leurs idéaux, concevoir des meubles modernes rationnels dans l'optique de les produire en série grâce à des procédés industriels nouveaux pour les rendre abordables pour le plus grand nombre.

NOTES

1. - Delphine JACOB, architecte DPLG (diplômée de l'ENSAP de Lille), enseigne les arts appliqués, option design, dans l'académie de Bordeaux. En 2015, elle a soutenu sa thèse à l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne : *Pierre Guariche, designer-architecte d'intérieur (1926-1995) et les nouveaux programmes architecturaux issus de la croissance*. La même année, elle a obtenu le master MEEF sciences industrielles de l'ingénieur & technologie à l'université de Bordeaux puis sa titularisation en tant que professeur d'arts appliqués PLP option design.
2. - ARONDEL, Mathilde. *Chronologie de la politique urbaine 1945-2000*. Paris : ANAH, 2001.
3. - En 1958, Jacques Rueff, économiste français, préside le comité d'experts chargé d'étudier l'assainissement des finances publiques pour que la France se redresse économiquement. Pour atteindre ses objectifs, il établit un plan dit « plan Rueff » ou « plan Pinay-Rueff ». Il crée le « franc lourd » pour qu'il redevienne convertible et il libéralise les échanges douaniers.
4. - Comme le rappelle Pierre Sudreau, ministre de la Construction, dans sa conférence de presse du 22 décembre 1958, « le général de Gaulle a déclaré qu'il entendait placer au premier rang des préoccupations de son gouvernement une politique de construction, d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Les objectifs pouvaient se résumer en trois lignes de forces essentielles : construire des logements adaptés aux besoins, favoriser l'épanouissement de nouvelles structures urbaines, promouvoir une géographie délibérée du peuplement et des activités dans l'espace français. (MENGIN, Christine. « La solution des grands ensembles ». *Revue d'histoire*, octobre-décembre 1999, n°64, p. 105-111).
5. - ARONDEL, Mathilde. *Chronologie de la politique urbaine 1945-2000*. *Op. cit.*, 2001.
6. - En 1953, le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) devient le ministère de la Reconstruction et du Logement (MRL). Puis, en 1958 le ministère de la Reconstruction et du Logement (MRL) devient le ministère de la Construction.
7. - Comme l'explique Pierre Guariche, « À la longue, une association trop étroite de ce genre finit par devenir un peu étouffante, si bien que, tout en étant d'excellents amis, nous avons les uns et les autres éprouvé le besoin de recouvrer notre indépendance. Nous avons limité notre activité commune à un certain nombre de choses, chacun reprenant sa liberté d'action pour le reste » (RENOUS, Pascal. *Portraits de décorateurs*. Paris : Éd. H. Vial, 1969).
8. - « Pascal Renous : - Vous avez donc collaboré avec M. Gascoin. Et ensuite ?
Joseph-André Motte : - Je me suis installé à mon compte. Avec deux camarades, MM. Guariche et Mortier, nous avons constitué une société qui avait pour but de faire de la recherche. Cette société existe toujours, bien que chacun de nous ait repris par la suite sa liberté pour traiter séparément des affaires d'installations plus ou moins importantes. Entre-temps, nous avons créé un certain nombre de modèles, exécutés depuis en série. » (RENOUS, Pascal. *Op. cit.*).
9. - Sur la question de changement de la profession de décorateurs, Étienne-Henri Martin répond : « Ce n'est pas douteux ! Elle subit actuellement une transformation profonde. Le

« tailleur sur mesure », encore une fois, disparaît. Le décorateur-ensemblier disparaît. Parmi mes confrères, lesquels possèdent encore une boutique, un magasin ? Mes amis Renous et Génisset, Jean Royère, Leleu... et puis qui ? La profession devient libérale, et c'est tant mieux !

Que demain un client fortuné me demande de lui installer son intérieur, croyez-vous qu'il sera disposé à payer pour des sièges, par exemple, que j'aurais dessinés spécialement à son intérieur, le prix que ceux-ci lui coûteraient ? Non, n'est-ce pas. Il me dira : « j'ai vu, au Mobilier International, ou chez Knoll, une chaise qui ferait parfaitement mon affaire ».

Nous allons devenir, en mettant les choses au mieux, des espèces de chefs d'orchestre, des coordinateurs. Il nous appartiendra d'organiser un intérieur avec des éléments prélevés à droite et à gauche. Ce qui ne nous empêchera pas, bien entendu, de proposer de préférence ceux que nous aurons nous-mêmes créés ! (RENOUS, Pascal. *Op. cit.*).

10. - Cette création fait écho au renforcement du pouvoir exécutif sous la V^e République. Signe d'une volonté politique forte, la DATAR est rattachée au Premier ministre. Son rôle sera de dynamiser, de coordonner, de contrôler les politiques et les investissements des autres ministères. (*Un siècle de constructions, 1900-2000*. Paris : le Moniteur, 1999).

11. - Le département de la Seine fait place à ceux de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, et du Val-de-Marne. Le département de la Seine-et-Oise est remplacé par ceux : de l'Essonne, des Yvelines, et du Val-d'Oise. Le 19 septembre 1967, le décret n°67-792 fixe à la date du 1^{er} janvier 1968 l'entrée en vigueur de la loi du 10 juillet 1964, qui prévoit la création de nouveaux départements.

12. - Le 4 mai 1960, le décret du ministère de l'Équipement instaure la création de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région parisienne (IAURP). Le 2 août 1960, il est reconnu d'utilité publique à la demande de Pierre Sudreau, ministre de la Construction. La loi n°76-394 du 6 mai 1976 réforme le district ; l'Institut prend l'appellation suivante : l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France.

13. - WILLAERT, Émile. « La région parisienne en chantier ». *TDC*, 1^{er} avril 2006, n°913, p. 18-21.

14. - BRUN, Jacques. « Formes et paysages. Nouvelles approches. Les villes nouvelles ». Dans DUBY, Georges (dir.). *Histoire de la France urbaine. T. 5*. RONCAYOLO, Marcel (dir.). *La Ville aujourd'hui : croissance urbaine et crise du citoyen*. Paris : Seuil, 1985, chap. 4.

15. - Pour cela, il fallait que le décorateur puisse intervenir avec l'architecte le plus tôt possible afin d'obtenir une intégration des différents éléments esthétiques. Il a donc été demandé aux architectes de constituer une équipe avec le décorateur de leur choix, avec bien entendu l'agrément des préfets. (Note n° 700324/CP, 24 mars 1970, AN, 19880557/174).

16. - Le travail de conception et d'aménagement est confié à une « mission » dirigée par un haut fonctionnaire, en général énarque ou ingénieur des Ponts, nommé par le Premier ministre. La mission est composée d'une équipe restreinte de formation variée, travaillant en étroite collaboration avec le préfet de région et dotée de fait de pouvoirs étendus en matière d'acquisitions foncières et de mise en œuvre des aménagements. Le projet est ainsi rapidement dressé, mis en œuvre. (BRUN, Jacques. *Op.cit.*).

17. - La préfecture d'Évry est composée de quatre bâtiments distincts : un immeuble administratif posé sur des portiques béton, la résidence du préfet dissimulée derrière un rideau d'arbres, le cabinet du préfet et le conseil général, ces derniers bâtiments étant séparés par un plan d'eau. « Au cœur de la préfecture d'Évry ». *Structure décorative* (aménagement, équipement, architecture d'intérieur des entreprises et des collectivités), décembre 1973-janvier 1974, n°12, p. 62-67. « Inspiré par l'architecte Kenzo Tange qui, au Japon, avait conçu une ville faite sur des plots pour laisser au sol la libre circulation et l'implantation d'équipements, il plaçait les bâtiments administratifs sur pilotis, ils pouvaient se multiplier à la demande. Cette proposition me plut ». MOTTEZ, Michel. *Évry, 1967-2007, Carnets de campagne*. Paris : L'Harmattan, 2003.

18. - *Ibid.*

19. - JACOB, Delphine. *Pierre Guariche designer-architecte d'intérieur (1926-1995) et les nouveaux programmes architecturaux issus de la croissance*. Thèse d'histoire de l'art, spécialité Histoire de l'Architecture. Paris I-Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Claude Massu et de Richard Klein. Entretien : courriel d'Alain Marcot, chef d'agence et associé de Pierre Guariche, le 5 mai 2014.

Delphine Jacob : - Avez-vous travaillé sur le projet de la Nouvelle Préfecture de l'Essonne ? Connaissez-vous l'histoire de ce projet ?

Alain Marcot : - J'ai eu la chance dès mon entrée au cabinet de Pierre Guariche de gérer en totalité cette opération, de la conception au suivi de chantier. Cette expérience, menée bien sûr sous la tutelle de Pierre Guariche, m'a permis de traiter parallèlement un espace privé et un espace professionnel : les appartements privés du préfet et le conseil général. Je ne connais pas l'origine de l'attribution de l'opération à Pierre Guariche mais je crois me rappeler qu'il s'agissait d'une désignation directe par le ministre de la Culture et ceci pour les différents programmes liés à la création de nouvelles préfectures. Pierre Guariche entretenait de très bonnes relations avec Guy Lagneau et cette désignation était bienvenue pour l'architecte qui a laissé carte blanche à Pierre Guariche pour les études et l'organisation des espaces intérieurs. Dans ce projet, le parti très contemporain des aménagements a reçu l'accord du préfet (Michel Aurillac) et nous avons pu aborder les espaces privés et publics avec un réel plaisir de création. Nous avons fait intervenir des artistes (la grande cheminée privée de Tloupas Philolaos, les tapisseries de Thomas Gleb). Ce projet a été déterminant pour l'agence car il marquait d'une façon cohérente l'esprit dans lequel Pierre Guariche concevait sa mission et cela devenait comme un label.

20. - Le Mobilier national devait se mettre en relation avec les préfets afin de fournir un certain nombre d'éléments avec, au besoin, étude de prototypes de mobilier particulier (Note n°700324/CP, 24 mars 1970, AN, 19880557/174).

21. - « Au cœur de la préfecture d'Évry ». *Structure décorative* (aménagement, équipement, architecture d'intérieur des entreprises et des collectivités), décembre 1973-janvier 1974, n°12, p. 62-67.

22. - JACOB, Delphine. *L'Évolution des appareils d'éclairage domestique du XX^e siècle*. Master 2 d'histoire de l'art. Université Paris I-Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Claude Massu et de Richard Klein, et certificat d'études approfondies en architecture (Architecture, histoire et patrimoine des XIX^e et XX^e siècles), École d'architecture de Lille région Nord, 2006.

Entretien : Hervé Half, Beau-fils de Pierre Guariche, 24 juillet 2006, à Meudon.

Hervé Half : « Par exemple, prenez le bureau du préfet à la préfecture d'Évry, ça reste quelque chose de typique. Parce qu'il s'agit là vraiment d'une association entre plusieurs. Il demande à un sculpteur de faire la cheminée en inox. Ensuite, il prend des canapés qui ne sont pas de lui, mais de chez B & B ; les voilages de Joliet, le gros tapis en grosse mèche de laine, puis son bureau et les fauteuils de bureau en ébène de Macassar du Mobilier national pour finaliser le tout. Tout est au millimètre près. Aujourd'hui encore la VMC fonctionne toujours, et elle est d'origine ! Le crépi est encore impeccable. Les années passent et rien n'a bougé ».

23. - Il prévoit : 200 000 F au titre du 1 % (sculptures, tapisseries, etc...), 1 059 000 F au titre de l'ameublement de certains locaux « nobles », tels que le cabinet du préfet et les locaux du conseil général. Il arrive donc, à un total, de 1 744 000 F, ce qui représente 8,5 % du coût des travaux. (Lettre d'Y. Lormant, administrateur civil, chef du bureau de la Construction, au directeur de l'Architecture, 22 novembre 1966, AN, 19880557/174).

24. - JACOB, Delphine. *L'Évolution des appareils d'éclairage domestique du XX^e siècle*. Op. cit. Entretien avec H. Half, beau-fils de Pierre Guariche, le 24 juillet 2006.

25. - Pour les œuvres d'art, le service de la Création artistique devait faire l'inventaire de ses possibilités budgétaires pour l'achat de tapisseries ou d'œuvres d'art qui seraient mises à la disposition des préfets. (Note n°700324/CP, 24 mars 1970, AN, 19880557/174).

26. - AMIC, Yolande. *Le Mobilier français 1945-1964*. Paris : Éd. du Regard, 1983.

27. - Vu le décret du 11 février 1941 portant réorganisation de l'administration générale du Mobilier national et des manufactures nationales des Gobelins, Beauvais et Sèvres, décrète :

Art. 1^{er}. - L'administration générale du Mobilier national est chargée :

- a) D'assurer, sur les crédits du budget des services de la culture, l'ameublement des résidences présidentielles et de leurs établissements annexes ainsi que l'entretien du mobilier déposé ;
- b) De pourvoir, au moyen de crédits spéciaux mis à sa disposition à cet effet, à l'aménagement des locaux affectés à l'Assemblée nationale et au Sénat réunis en congrès ;
- c) D'acquérir et commander des objets ou ensembles de mobiliers destinés à reconstituer et enrichir ses collections ;
- d) D'assurer le contrôle et l'inspection technique des meubles et objets inscrits à ses inventaires ainsi que le contrôle et l'inspection de tous les autres objets mobiliers de caractère historique ou artistique appartenant à l'État, à l'exception de ceux déposés dans les musées et les monuments historiques. Elle dispose, en vue de ces inspections, d'un droit d'accès dans tous les locaux où figurent ces objets mobiliers. L'inspection et le contrôle technique des meubles et objets mobiliers déposés dans les hôtels des présidents des assemblées parlementaires visés à l'article 2 ne pourront être effectués qu'avec l'autorisation des bénéficiaires du dépôt.
- e) D'assurer, dans ses ateliers ou sous contrôle direct, l'entretien des objets mobiliers inscrits à ses inventaires, dans les conditions prévues à l'article 6.

28. - *Mobilier national 1964-2004 : 40 ans de création*. Cat. exp., Saint-Étienne, musée d'Art et d'Industrie, Paris, palais de la Porte dorée, oct. 2004-janv. 2005. Paris : RMN/Mobilier national & Manufactures des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie, 2004.

29. - Par souci de normalisation, une simple modification des découpes permettra de réaliser 4 modèles correspondant au programme posé : 1^o Siège de bureau, Coquille haut dossier sur piètement haut, 2^o Fauteuil de salon - Fauteuil de télévision, Coquille haut dossier sur piètement bas, 3^o Siège pour visiteur, Coquille bas dossier sur piètement haut, 4^o Siège d'appoint - Fauteuil de salons d'attente, Coquille bas dossier sur piètement bas (archives Pierre Guariche).

30. - Contrat du 2 février 1967 approuvé le 13 mars 1967 ; contrat passé entre Pierre Guariche et l'Atelier de recherche et de création (ARC) du Mobilier national (archives Pierre Guariche).

31. - Les surfaces extérieures sont en placages d'ébène de Macassar ou de palissandre.

32. - Issu d'un prototype présenté au concours « Organic Design in Home Furnishings » au Museum of Modern Art en 1940, le n°670 est le siège le plus complexe jamais réalisé par les Eames et leur premier projet pour le marché haut de gamme (FIELL, Charlotte et Peter. *Chairs*. Cologne : Taschen, 2001).

33. - Contrat N° 8020 approuvé le 29 février 1968 ; contrat passé entre Pierre Guariche et l'Atelier de recherche et de création (ARC) du Mobilier national (archives Pierre Guariche).

34. - Le plateau de forme elliptique est soit plaqué d'acier inoxydable ou soit en ébène de Macassar avec une incrustation en cuir qui forme un sous-main. Le tout se fixe sur un piètement constitué de deux éléments cintrés dont les deux faces sont plaquées en acier inoxydable. Deux volumes semi-circulaires placés sous le plateau reçoivent les équipements techniques et les rangements. Ils coulissent soit manuellement, soit électriquement dans un des éléments du piètement grâce à un système de roulement. Les dimensions du plateau et la position du piètement permettent en laissant fermés les espaces de rangement de se réunir autour de cette table pour une conférence ; grande table-bureau qui équipe aussi le cabinet du préfet de l'Essonne. Dans la même gamme, il est possible de réaliser une série de tables basses ou de tables hautes avec des plateaux circulaires ou elliptiques. Ces tables, de grandes dimensions, en version haute, peuvent être utilisées soit comme table de repas, soit comme table de conférence. La version basse sert à l'aménagement de salon ou de salon d'attente.

35. - FOURASTIÉ, Jean. *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*. Paris : Fayard, 1979.

RÉSUMÉS

En 1946, après la Seconde Guerre mondiale, le Commissariat général du Plan (CGP), créé par le Général de Gaulle, met en place une planification économique et sociale mais aussi d'aménagement urbain de la France. Sa politique favorise le logement locatif du secteur social avec, comme réalisation, la construction massive de grands ensembles souvent du type « barres » ou « tours ». C'est dans ce contexte que l'architecte d'intérieur Pierre Guariche s'engage dans la réalisation de grands projets publics d'architecture intérieure. L'État, avec ses grandes opérations urbaines, offre à ce décorateur la possibilité de participer à des projets d'envergure car la politique territoriale de la V^e République représente une conjoncture favorable : il peut alors orienter son travail vers les nouveaux programmes architecturaux de la croissance comme celui des préfectures. En effet, au milieu des années 1960, l'architecte Guy Lagneau se voit confier la réalisation de la préfecture de l'Essonne par André Malraux, ministre des Affaires culturelles. Sur la proposition de cet architecte, Pierre Guariche, avec son collaborateur Alain Marcot, se charge de l'aménagement intérieur. Face à ce programme architectural inédit, ils mettent en place un zonage en travaillant sur la flexibilité des lieux. Avec ces principes spatiaux, ils dessinent des espaces modernes qui assoient l'autorité de l'État. Ce projet s'insère dans le « 1 % artistique » avec l'obligation légale de décoration des constructions publiques. Avec l'aménagement intérieur de Pierre Guariche, cette préfecture, sceau de la politique de décentralisation, devient une des vitrines du pouvoir d'un État mécène, grâce en grande partie aux deux programmes de mobilier initiés par l'Atelier de recherche et de création (ARC). L'atelier réalise en collaboration avec Pierre Guariche des ensembles originaux réservés, entre autres, à de grandes administrations publiques pour que l'État poursuive sa mission de mécénat en faveur des arts de l'ameublement et des arts décoratifs. Ce soutien national offre à cet architecte d'intérieur la possibilité d'explorer de nouvelles technologies et de nouveaux matériaux. C'est ainsi que la période des Trente Glorieuses, avec ses institutions publiques à moderniser, comme les symboliques préfectures, nécessaires au bon fonctionnement des villes nouvelles, donne à Pierre Guariche la possibilité d'aménager des espaces fréquentés par un large public, espaces qui deviennent une véritable vitrine de la culture de la V^e République. Ainsi, la préfecture de l'Essonne est pour Pierre Guariche l'occasion de collaborer à un programme inédit pour son agence mais aussi de bénéficier du soutien de l'Atelier de recherche et de création (ARC) du Mobilier national. L'art lui permet donc de désacraliser cette institution de l'État, qui doit désormais être accessible à tous les citoyens français, pour transformer leur cadre de vie.

In 1946, after the Second World War, the general State planning commission (le commissariat général du plan, CGP) was created by General de Gaulle to manage economic and social planning and projects for the urban development of the country. This policy favoured rental accommodation for the social sector, resulting in the massive construction of huge social housing complexes in the form of bars or tower blocks. In this context, Pierre Guariche, an interior designer, became involved in the realisation of major public projects of interior design. With these large scale urban projects, the State provided this designer with many opportunities, the planning policies of the Fifth Republic constituting a favourable economic situation for Pierre Guariche, who was able to orient his work towards new architectural projects of economic prosperity, such as prefectures. In the mid-1960s, André Malraux, minister for the arts,

commissioned the architect Guy Lagneau to design the prefecture of the Essonne department. On the architect's suggestion, Pierre Guariche with his collaborator Alain Marcot, handled the interior fitting-out. They were faced with an original architectural challenge, which they responded to by creating different zones and working on their flexibility. With these spatial principles, they designed modern areas which reflected the authority of the State. This project was part of the '1 % artistic' programme, with a legal obligation of giving public constructions decorative elements. In his interior fitting-out Pierre Guariche marked the prefecture with signs of the State's decentralization policies. It also became a showcase for the power of the State as a patron of arts, thanks largely to two original programmes initiated by the workshop of research and creation (ARC). This workshop created original designs especially for major public administrations, helping maintain the arts of furnishing and the decorative arts. This national support also offered an opportunity to explore new technologies and new materials. The thirty-year boom after the Second World War, with all its public institutions to modernise, offered Guariche the opportunity to fit out areas frequented by the general public, promotional showcases for culture of the Fifth Republic. Thus, the prefecture of Essonne represented for Pierre Guariche an opportunity to collaborate on an original programme for his agency, and also to benefit from the workshop of research and creation (ARC) of the Mobilier national. Art enabled him to remove the sacred aura of this State institution which henceforth had to be open to all French citizens and to improving their living conditions.

INDEX

Keywords : administrations, architecture, institutions, decentralization, furniture

Mots-clés : administrations, architecture, institutions, décentralisation, mobilier

AUTEUR

DELPHINE JACOB

Architecte DPLG, professeur d'arts appliqués option design (académie de Bordeaux), docteur en histoire de l'art, Paris I Panthéon-Sorbonne delphinejacob64@orange.fr